

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/299

G/SCM/W/307

27 février 1996

(96-0722)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS¹ AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS D'ISRAEL²

La Mission permanente d'Israël a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 février 1996.

On trouvera ci-après les réponses aux questions posées par le Bureau du Représentant des Etats-Unis (contenues dans le document G/ADP/W/198-G/SCM/W/210):

Observations générales

Bon nombre des questions posées viennent de ce que certains articles de la Loi sur les prélèvements commerciaux de 1991 (ci-après dénommée la Loi) ne semblent pas refléter les dispositions de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, et portent sur la manière dont les autorités envisagent de mettre en pratique certains d'entre eux. Nous avons deux observations générales à formuler à ce sujet.

En premier lieu, nous tenons à rappeler ce que nous avons dit dans notre exposé introductif devant le Comité, à savoir que la loi israélienne est en cours de révision et qu'un projet de loi est en préparation, qui vise à mettre en conformité avec les nouveaux accords le texte actuellement en vigueur, adopté à la suite de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général issu du Tokyo Round. Le texte de la Loi est tel qu'actuellement, dans la pratique, les fonctionnaires compétents se réfèrent en fait aux dispositions des accords et les appliquent.

En second lieu, comme rares ont été les plaintes déposées en matière de pratiques antidumping et de mesures compensatoires en Israël et qu'il existe un très petit nombre de précédents sur beaucoup de points, nous sommes dans l'impossibilité de répondre à certaines des questions posées. Nous pouvons seulement dire que nous aborderons les problèmes qui pourraient se présenter cas par cas et que les autorités s'inspireront de ce qui a été fait dans d'autres systèmes, afin d'agir conformément aux accords.

¹G/ADP/W/198-G/SCM/W/210 + Suppl.1 et G/ADP/W/247-G/SCM/W/257.

²G/ADP/N/1/ISR/2-G/SCM/N/1/ISR/2-G/SG/N/1/ISR/2.

Méthodologie antidumping

Choix de la valeur normale. Selon l'article 12 a) (page 7) on entend par "prix" normal le prix pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour des produits identiques ou similaires destinés à la consommation dans le pays dans lequel ils ont été produits. Par ailleurs, toujours selon le même texte, les ventes n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales lorsqu'elles sont affectées par un "arrangement" ou un "lien spécial" (y compris le contrôle) entre les parties. Lorsque les ventes sur le marché national n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales, ou si la situation du marché ne permet pas une comparaison valable, ou si les prix sont inférieurs aux coûts, les sous-alinéas 1) et 2) de l'article 12 b) prévoient respectivement que l'on se fonde sur les ventes à un prix tiers ou sur la valeur construite; le sous-alinéa c) semble prévoir une autre formule pour la détermination de la valeur normale.

Question 1

Comment déterminera-t-on si les ventes à une partie liée ont été affectées par un "arrangement" ou un "lien spécial", selon les dispositions de l'article 12?

Réponse

Comme on vient de le dire, rares sont les cas où les autorités ont été appelées à appliquer la Loi, et la disposition relative au "lien spécial" contenue à l'article 12 n'a guère eu l'occasion d'être appliquée. Cependant, pour déterminer si les ventes à une partie liée ont été affectées par un "arrangement" ou un "lien spécial", l'approche adoptée sera similaire à celle qui est adoptée en ce qui concerne la "partie liée" et il s'agira d'établir si les prix sont des prix de pleine concurrence.

Question 2

Lorsqu'il n'y a pas de ventes dans le pays exportateur à partir desquelles établir la valeur normale, la législation israélienne prévoit-elle que celle-ci est fondée sur le "prix le plus élevé de produits identiques exportés vers un pays tiers" (article 12 b)). Selon l'Accord antidumping (article 2.2), le prix à l'exportation dans un pays tiers doit être représentatif; pourriez-vous expliquer cette apparente contradiction?

Réponse

L'article 12 b) de la Loi est fondé sur l'article 2.4 du Code antidumping de 1979 et n'a pas encore été mis en conformité avec les dispositions de l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

Question 3

Pourriez-vous expliquer dans quelles conditions les dispositions de l'article 12 c) (page 7) s'appliqueraient? Comment ce mode de détermination de la valeur normale est-il compatible avec les dispositions de l'article 2.2 de l'Accord antidumping?

Réponse

En l'absence de données concernant la valeur normale telle qu'elle est définie aux alinéas a) et b) de l'article 12, l'alinéa c) prévoit une autre méthode pour déterminer la valeur normale. Cette méthode n'a jamais été utilisée dans des affaires antidumping et elle est à l'examen dans le cadre de

la révision de la Loi. Il sera dûment tenu compte de l'article 2.2 de l'Accord antidumping dans l'élaboration du projet de loi.

Prix à l'exportation construit

Question 4

Il semble que la législation israélienne ne contienne pas de dispositions relatives à l'établissement d'un prix à l'exportation construit. Est-ce juste? Sinon pourriez-vous donner des précisions sur la manière dont le prix à l'exportation serait construit?

Réponse

Le calcul du prix à l'exportation fait l'objet de l'article 13 de la Loi. Nous rappelons l'observation générale présentée au début de ce document concernant le petit nombre de cas dans lesquels les dispositions de la Loi ont dû être appliquées, parmi lesquelles cet article.

Ajustements

Question 5

L'article 14 (page 8) prévoit que la "comparaison" entre le prix à l'exportation et le prix normal se fait sur la base de conditions commerciales similaires, compte tenu des différences dans les conditions de vente, y compris les différences concernant les impôts indirects, ainsi que de tout autre facteur. Comment Israël opérera-t-il les ajustements spécifiques (concernant le niveau commercial) prévus au titre de cet article conformément à l'article 2.4 de l'Accord antidumping?

Réponse

Il est à noter que, si le libellé de l'article 14 n'est pas identique au libellé de l'article 2.4 de l'Accord, il n'y a pas contradiction entre eux et qu'en particulier, la Loi étant rédigée en termes généraux, les autorités peuvent prendre en compte les facteurs énumérés à l'article 2.4 de l'Accord antidumping, et c'est ce qu'elles font dans la pratique.

Moyenne des prix

Question 6

La Loi sur les prélèvements commerciaux ne contient pas de dispositions concernant la moyenne des prix. Comment procédera-t-on à la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation?

Réponse

La Loi en vigueur actuellement ne touche pas à la question de la moyenne des prix, mais lorsqu'elles ont eu à résoudre cette question les autorités ont pris en compte les dispositions de l'article 2.4.2. Une fois encore, il convient de se reporter aux observations générales présentées plus haut.

Valeur construite/coûts de production - Approche générale

Question 7

Quels seront les critères pris en compte (période, quantités substantielles, absorption des coûts, méthode de calcul) pour déterminer si les ventes ont lieu à des prix inférieurs aux coûts conformément aux articles 2.2.1 et 2.2.2 de l'Accord antidumping?

Réponse

Comme les règles contenues à l'article 2.2.1 et 2.2.2 contiennent des dispositions nouvelles qui ne figuraient pas dans le Code antidumping de 1979, elles seront nécessairement prises en compte dans le processus de réforme de la Loi.

SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES

Définition du terme "subvention"

Question 8

Selon l'article 15 (page 8), on entend par importations subventionnées les importations de produits pour lesquels l'exportateur ou le producteur bénéficie "d'un subventionnement direct ou indirect de la part du gouvernement". Israël envisage-t-il de développer la définition du terme "subvention" conformément à l'article 1.1 a) 1) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Spécificité

Question 9

La Loi sur les prélèvements commerciaux n'établit pas de critères visant à déterminer la spécificité des subventions conformément à l'article 2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Comment la spécificité sera-t-elle établie?

Octroi d'un avantage et montant de la subvention. L'article 25 b) (page 12) de la Loi prévoit que "le droit compensateur est fixé à un niveau égal à une partie ou à la totalité de la subvention".

Question 10

Comment ce niveau sera-t-il calculé?

Question 11

L'article 25 a) (page 12) stipule: "Un droit compensateur est appliqué aux produits en provenance d'un pays de production dans lequel le prix de ces produits est subventionné". Faut-il en déduire qu'Israël imposera des mesures compensatoires pour les produits dont le prix à la consommation est subventionné?

Subventions ne donnant pas lieu à une action ("subventions autorisées")

Question 12

La Loi sur les prélèvements commerciaux ne contient pas de dispositions concernant les subventions ne donnant pas lieu à une action et n'en fait même pas mention. Comment Israël traitera-t-il les subventions ne donnant pas lieu à une action selon le régime administratif actuel?

Réponses 8 à 12

Comme on l'a vu dans les observations générales, la loi israélienne en matière de mesures compensatoires est en cours de révision. L'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires contient de nombreux éléments nouveaux qui ne figuraient pas dans le Code antidumping de 1979 et qui devront donc être pris en compte dans le processus de révision. Les questions posées au sujet de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires sont donc prématurées et il n'est pas possible d'y répondre à ce stade.

ENQUETES

Question 13

Il semble que la loi israélienne ne contienne pas de définition de l'expression "branche de production nationale" et ne fixe pas de seuil concernant le degré de soutien de la branche de production requis pour l'ouverture d'une enquête. Pourriez-vous préciser les modalités et conditions concernant l'engagement d'une procédure selon la loi israélienne?

Réponse

Le seuil concernant le degré de soutien de la branche de production requis pour l'ouverture d'une enquête est un élément qui a été ajouté dans les accords; il faut donc se reporter aux observations générales ci-dessus. On notera qu'étant donné la taille de l'économie israélienne la plupart des plaintes déposées émanaient de producteurs qui étaient le principal producteur des produits faisant l'objet de l'enquête et que la question du soutien de la branche de production nationale ne se posait pas.

Ouverture de l'enquête, notification. L'article 18 (page 9) prévoit la publication d'un avis concernant l'ouverture d'une enquête conformément à l'article 6.1 de l'Accord antidumping et à l'article 22.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Question 14

Des dispositions seront-elles prévues concernant la communication de l'ouverture de l'enquête aux exportateurs connus, au gouvernement et aux autres parties intéressées conformément à l'article 6.1 de l'Accord antidumping et à l'article 22.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Réponse

L'article 18 de la Loi en vigueur actuellement porte sur la question de l'avis d'ouverture d'une enquête. Si des modifications sont nécessaires, le projet de loi sera aligné sur les dispositions de l'article 6.1 de l'Accord antidumping et de l'article 22.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Question 15

Quelles dispositions ont été prévues en ce qui concerne la nécessité d'aviser le gouvernement touché de l'ouverture d'une enquête antidumping, conformément à l'article 5.5 de l'Accord antidumping?

Réponse

La Loi en vigueur actuellement ne contient pas de disposition concernant la nécessité d'aviser le gouvernement de l'ouverture d'une enquête, comme celle que contient l'article 5.5 (pour les raisons exposées dans les observations générales ci-dessus), mais il va de soi que les autorités prennent en compte cet article. Le projet de loi en préparation fera une place à cette question.

Traitement des renseignements de nature exclusive. L'article 8 prévoit qu'une personne peut demander que des renseignements soient considérés comme confidentiels; si la demande est rejetée, la personne qui a fourni les renseignements peut demander qu'ils lui soient retournés. Sont réputés confidentiels les renseignements dont la divulgation causerait un "tort" à la personne qui les a fournis ou à une tierce partie.

Question 16

L'article 8 (page 6) ne prévoit pas la présentation de résumés non confidentiels. Des dispositions expresses concernant les résumés non confidentiels existent-elles ou sont-elles prévues conformément à l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping et à l'article 12.4.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Réponse

Le projet de loi devrait contenir des dispositions concernant les renseignements de nature exclusive. La pratique suivie par les autorités à l'heure actuelle est conforme aux principes généraux énoncés à l'article 6.5 de l'Accord antidumping et à l'article 12.4.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Question 17

Les articles 9 et 10 (page 7) prévoient que les délibérations du Comité ont lieu à huis clos et que le Président du Comité est libre d'inviter des experts à ces délibérations. Existe-t-il des dispositions prévoyant que les parties intéressées pourront présenter des observations concernant les faits à l'examen, comme le prévoit l'article 6.9 de l'Accord antidumping?

Réponse

Les articles 9 et 10 sont à rapprocher de l'article 21 de la Loi, qui dispose que le Comité consultatif convoque le plaignant, l'importateur, ou toute autre personne dont il pense qu'elle peut l'aider dans ses travaux, afin qu'ils lui exposent leur cas.

Durée de l'enquête. En vertu de l'article 21 (page 10), l'enquête doit être achevée dans un délai de 60 jours à compter du dépôt de la plainte ou de 45 jours à compter du jour où les derniers éléments de preuve ont été présentés. En vertu de l'article 23 b), le Ministre décide de prendre un arrêté instituant des droits antidumping ou des droits compensateurs dans un délai de 30 jours à compter de la clôture de l'enquête.

Question 18

La législation israélienne contient-elle des dispositions prévoyant que les enquêtes en matière antidumping ou en matière de droits compensateurs doivent être achevées dans un délai de 12 mois, ou de 18 mois en cas de prorogation, conformément à l'article 5.10 de l'Accord antidumping et à l'article 11.11 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Réponse

Le projet de loi en cours d'élaboration contiendra des dispositions conformes à celles de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires en ce qui concerne les délais d'achèvement de l'enquête.

Taux résiduel global estimé**Question 19**

Il semble que la Loi sur les prélèvements commerciaux ne prévoient pas le calcul d'un taux pour les exportateurs qui n'ont pas été individuellement soumis à l'enquête, prévu à l'article 9.4 de l'Accord antidumping. Si cela s'avère nécessaire, comment ce taux sera-t-il calculé?

Réponse

La question soulevée à l'article 9.4 de l'Accord antidumping ne s'est jamais posée. Si elle se pose, comme on l'a dit plus haut, les autorités se référeront à l'Accord et s'inspireront de ce qui a été fait dans d'autres systèmes.

Mesures provisoires. L'article 28 prévoit que des mesures provisoires peuvent être prises "s'il semble" au Commissaire que des produits faisant l'objet d'un dumping ou subventionnés ont été ou "sont sur le point d'être" importés, et qu'il y a dommage. Le Commissaire fixe le montant de la caution.

Question 20

Quand des mesures provisoires peuvent-elles être instituées en vertu de la loi israélienne?

Réponse

La Loi en vigueur actuellement ne précise pas à quel moment une mesure provisoire peut être imposée, pour les raisons exposées dans les observations générales. Dans la pratique, les autorités ont adopté le principe énoncé à l'article 7.3 de l'Accord antidumping et il est probable que le projet de loi tiendra compte de cette disposition.

Question 21

Quelle est la durée de ces mesures?

Réponse

La question est abordée à l'article 28 c) de la Loi en vigueur actuellement, mais on peut penser qu'elle sera prise en compte dans le projet de loi.

Question 22

L'article 21 b) (page 10) prévoit que les travaux sont achevés dans un délai de 60 jours à compter du dépôt de la plainte; or, l'article 7.3 de l'Accord antidumping stipule qu'il n'est pas appliqué de mesures provisoires avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête. Pourriez-vous expliquer cette apparente contradiction?

Réponse

L'article 21 b) prévoit que le Comité consultatif rend sa recommandation dans un délai de 45 jours à compter de la date où l'affaire lui a été soumise, et non, contrairement à ce qui ressort de la question posée, à compter de la date du dépôt de la plainte auprès du Commissaire. Le projet de loi contiendra des dispositions visant à rendre le texte conforme à l'article 7.3 de l'Accord antidumping.

Marges de minimis et volume d'importations négligeable. L'article 23 a) prévoit qu'un arrêté instituant des droits antidumping ou des droits compensateurs peut être pris si la marge de dumping a été établie, ainsi que l'existence d'un dommage.

Question 23

Pourquoi n'y a-t-il pas de dispositions prévoyant la clôture immédiate de l'enquête lorsque les marges sont de minimis ou que les volumes d'importation sont négligeables, conformément à l'article 5.8 de l'Accord antidumping et à l'article 11.9 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Réponse

Comme il s'agit d'une disposition qui ne figurait pas dans l'ancien accord, la question n'est évidemment pas abordée dans la Loi; mais elle sera prise en compte dans le cadre du processus de réforme.

Engagements

Question 24

L'article 20 a) (page 10) prévoit des engagements, mais ne précise pas qu'une détermination préliminaire de l'existence d'un dumping ou d'un dommage est requise pour accepter un engagement (comme le veut l'article 8.2 de l'Accord antidumping) ou qu'un exportateur peut demander que l'enquête soit menée à son terme (comme le veut l'article 8.4 de ce même accord). Pourriez-vous indiquer les procédures et les mesures de sauvegarde prévues par la loi israélienne pour contracter un engagement?

Réponse

En pratique, un engagement n'est pris en considération que s'il existe une constatation *prima facie* concluant à l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité entre les deux. Le projet de loi en préparation tiendra compte des dispositions de l'article 8.2 et de l'article 8.4 de l'Accord.

Nature de la caution/Mode d'évaluation**Question 25**

Selon l'article 9.3.2 de l'Accord antidumping, lorsque le montant du droit antidumping est fixé sur une base prospective, des dispositions doivent être prises pour que tout droit acquitté en dépassement de la marge antidumping soit remboursé, sur demande. L'article 28 vise-t-il à répondre à cette prescription?

Réponse

L'article 28 de la Loi a trait à la mesure temporaire et non au droit définitif visé à l'article 9.3.2.

Question 26

L'article 31 c) prévoit que le Ministre peut, après réexamen, maintenir l'arrêté en vigueur, le modifier ou l'abroger. Sur quels critères sont fondées ces décisions?

Réponse

. L'article 31 c) renvoie à l'article 23 a), qui énonce les conditions requises pour l'imposition d'un droit antidumping initial.

Nouveaux exportateurs**Question 27**

La Loi sur les prélèvements commerciaux ne prévoit pas qu'il est procédé à un réexamen dans les moindres délais en ce qui concerne les nouveaux exportateurs, comme le veut l'article 9.5 de l'Accord antidumping. Comment le réexamen en ce qui concerne les nouveaux exportateurs sera-t-il effectué?

Réponse

Les autorités israéliennes n'ont jamais eu à se pencher sur la question du réexamen concernant les nouveaux exportateurs et l'on envisage de résoudre le problème au cas par cas, en s'inspirant de l'Accord et d'autres systèmes qui comportent des dispositions conformes à l'Accord.

Selon l'article 27 a) (clause d'extinction), les droits antidumping/compensateurs "restent en vigueur pendant une période de trois ans à compter du jour de l'institution du droit, à moins que [l'arrêté] ne prévoit une période plus courte", conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping et à l'article 21.3 de l'Accord sur les mesures compensatoires.

Question 28

Toujours selon l'article 27, des droits antidumping/compensateurs peuvent être réinstitué après la date d'extinction "sur recommandation du Comité ... si les conditions qui en ont justifié l'institution prévalent toujours". Quelles sont ces "conditions" et comment sont-elles déterminées? Pourquoi n'y a-t-il pas de disposition prévoyant un réexamen et une détermination visant à réinstituer des droits conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping et à l'article 21.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Réponse

Les "conditions" visées à l'article 27 sont les mêmes que celles qui sont requises pour l'imposition du droit initial, énoncées à l'article 23. Le projet de loi en préparation prendra en compte les dispositions de l'article 11.3 de l'Accord antidumping et de l'article 21.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

DOMMAGE

Critères servant à déterminer l'existence d'un dommage - Facteurs pris en compte

Question 29

L'article 23 a) 2) de la Loi sur les prélèvements commerciaux prévoit que le Ministre peut instituer un droit antidumping ou un droit compensateur s'il établit qu'il existe une marge de dumping et qu'un "tort important a été causé ou est susceptible d'être causé". Qu'entend-on par "tort important"? En quoi diffère-t-il du "dommage important" défini à l'appel de note n° 9 à l'article 3 de l'Accord antidumping? Quels sont les facteurs pris en compte dans la détermination de l'existence d'un "tort important"?

Réponse

L'emploi de l'expression "tort important" (material damage), qui figure dans l'édition initiale de la Loi, est dû à une erreur de traduction; le terme correct est "dommage" (injury). Cette erreur a été corrigée dans la deuxième édition de la traduction de la Loi qui a été présentée au Comité, qui a été distribuée sous la cote G/ADP/N/1/ISR/2, G/SCM/N/1/ISR/2 et G/SG/N/1/ISR/2.

Volume d'importations

Question 30

La Loi sur les prélèvements commerciaux ne prévoit pas expressément que le volume d'importations doit être pris en compte dans la détermination de l'existence d'un dommage conformément à l'article 3.2 de l'Accord antidumping. Comment Israël comblera-t-il cette lacune?

Prix des produits faisant l'objet d'un dumping

Question 31

La Loi sur les prélèvements commerciaux ne prévoit pas expressément que les prix des produits faisant l'objet d'un dumping doivent être pris en compte dans la détermination de l'existence d'un dommage conformément à l'article 3.2 de l'Accord antidumping. Comment Israël comblera-t-il cette lacune?

Ampleur de la marge de dumping

Question 32

La Loi sur les prélèvements commerciaux ne prévoit pas expressément que certains facteurs économiques, dont l'ampleur de la marge de dumping, doivent être pris en compte dans la

**détermination de l'existence d'un dommage conformément à l'article 3.4 de l'Accord antidumping.
Comment Israël comblera-t-il cette lacune?**

Réponse

Israël prendra en compte l'article 3.2 de l'Accord antidumping dans la révision de la Loi. A l'heure actuelle, dans la détermination de l'existence d'un dommage, les autorités prennent effectivement en considération dans la pratique le volume d'importations, les prix des produits faisant l'objet d'un dumping et d'autres facteurs économiques comme le veut l'article 3 de l'Accord.

Situation de la branche de production nationale

Question 33

L'article 3.4 de l'Accord antidumping prévoit que divers facteurs économiques dûment mentionnés doivent être pris en compte. La Loi sur les prélèvements commerciaux ne contient pas de liste de facteurs ni de prescription touchant leur prise en compte. Comment l'absence de prescription à cet égard est-elle compatible avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping?

Réponse

Si la Loi en vigueur actuellement ne contient pas de liste des facteurs économiques, ceux-ci sont pris en considération, le cas échéant, par les autorités de manière conforme à l'article 3.4 de l'Accord antidumping lorsque celles-ci examinent les incidences du dumping sur la branche de production nationale. Le projet de loi en préparation prévoira l'insertion des facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

Mise en oeuvre de rapports de groupes spéciaux de l'OMC défavorables

Question 34

Si Israël décide de mettre en oeuvre un rapport de groupe spécial de l'OMC qui lui donne tort, existe-t-il dans la loi israélienne des dispositions expresses relatives à la mise en oeuvre de ces rapports?

Réponse

Il n'y a pas de dispositions expresses relatives à la mise en oeuvre de ces rapports dans la Loi en vigueur.

Réponses aux questions supplémentaires posées par les Etats-Unis (G/ADP/W/198/Suppl.1-G/SCM/W/210/Suppl.1):

DOMMAGE

Question 1

L'article 3.5 de l'Accord antidumping et l'article 15.5 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires prescrivent que la démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale

doit se fonder sur un examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Comment la loi israélienne applique-t-elle les prescriptions de ces dispositions?

Réponse

Les articles 16, 21 b) et 23 de la Loi prévoient qu'il doit y avoir un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping ou les importations subventionnées et le dommage causé ou susceptible d'être causé à la branche de production nationale. En fait, les autorités examinent tous les éléments de preuve pertinents lorsqu'elles établissent le lien de causalité.

Question 2

Comment la loi israélienne applique-t-elle les prescriptions de l'article 3.6 de l'Accord antidumping et de l'article 15.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, selon lesquelles les effets des importations faisant l'objet d'un dumping seront évalués par rapport à la production nationale du produit similaire lorsque les données disponibles permettent d'identifier cette production séparément sur la base de critères tels que le processus de production, les ventes des producteurs et les bénéfices?

Réponse

La prescription de l'article 3.6 de l'Accord antidumping est en fait appliquée à l'heure actuelle par les autorités. Dans le cadre du processus de révision en cours on examinera le moyen d'insérer ces dispositions dans le texte de la nouvelle Loi.

Question 3

Les articles 21 b) 2) et 23 a) 2) (pages 10 et 11) de la loi israélienne portent sur le préjudice important causé à une branche de production (en anglais "branch of production")? Qu'entend-on par "branch of production"? En quoi cette expression est-elle conforme à la définition de la "domestic industry" donnée à l'article 4.1 de l'Accord antidumping et à l'article 16.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires? En outre, dans quelle mesure ces dispositions tiennent-elles compte des dispositions relatives à une menace de dommage de l'article 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping et de l'article 15.7 et 15.8 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Réponse

L'expression "branch of production" est synonyme de l'expression "domestic industry" qui figure dans les accords. Les dispositions des articles 21 b) et 23 a) 2) ne sont pas contraires aux dispositions de l'article 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping et, étant donné la manière dont la Loi est rédigée, les facteurs énoncés à l'article 3.7 et 3.8 de l'Accord sont pris en compte par les autorités dans la pratique.

Question 4

La loi israélienne prévoit-elle l'exclusion de la branche de production nationale des producteurs qui sont liés aux exportateurs ou aux importateurs ou qui sont eux-même importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping ou d'une subvention, conformément à l'article 4.1 i) de l'Accord antidumping et à l'article 16.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires? Dans l'affirmative, dans quelles circonstances?

Réponse

La Loi ne prévoit pas expressément l'exclusion de la branche de production nationale des producteurs qui sont liés aux exportateurs ou aux importateurs ou qui sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping, mais dans la pratique, lorsque la question s'est posée, elle a été résolue par les autorités conformément à l'article 4.1 i) de l'Accord antidumping.

Question 5

Rien dans la loi israélienne n'oblige les autorités à examiner la nature des subventions pour déterminer s'il y a menace de dommage important. Cela est-il conforme à l'article 15.7 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Réponse

Comme on l'a dit dans les observations générales, les articles de la Loi concernant les subventions n'ont pas encore été révisés. Dans la pratique, les autorités prennent bel et bien en compte tous les facteurs liés à l'existence d'une menace de dommage important, dont la nature de la subvention et les effets qu'elle aura probablement sur le commerce, énumérés à l'article 15.7 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

On trouvera ci-après la réponse d'Israël à la question orale posée par les Etats-Unis à la réunion du 8 décembre 1995 (document G/ADP/W/247-G/SCM/W/257):

Question

Selon la législation israélienne, si une demande ne satisfaisant pas aux prescriptions de l'Accord antidumping mais conforme aux dispositions de la loi israélienne était déposée maintenant, le gouvernement israélien serait-il juridiquement habilité à la rejeter?

Réponse

Il convient de noter en premier lieu que le cas évoqué dans cette question n'a guère de chance de se présenter étant donné la manière dont la Loi en vigueur actuellement est rédigée, l'engagement de la procédure peut se faire, et se fait en réalité, de manière conforme aux dispositions de l'Accord. C'est ainsi que la prescription relative à la détermination du soutien d'une plainte par la branche de production, qui figure à l'article 5.4 de l'Accord antidumping, même si elle ne figure pas dans la Loi en tant que telle est en fait appliquée par les autorités. Jusqu'ici aucune action n'a été entamée contre les autorités du fait de cette pratique.

Par ailleurs, la jurisprudence israélienne part du principe que la législation israélienne a été adoptée dans le respect des principes du droit international. L'interprétation de la Loi par les tribunaux ne devrait donc pas être contraire à l'Accord antidumping et à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Il y a lieu de reprendre ici une citation extraite du livre du Président de la Cour suprême israélienne, le juge Aharon Barak, intitulé "Interpretation of Law" (Volume II): L'Etat d'Israël adhère au "droit des gens". Il est donc capital qu'il ne viole pas ses obligations internationales. En conséquence, lorsque deux interprétations d'une loi sont possibles, il est souhaitable de choisir celle qui permet à Israël de respecter ses obligations internationales et non celle qui se traduirait par une violation de ces obligations.

Nous pensons qu'il y a lieu de rappeler ici une fois encore que la Loi en vigueur actuellement fait l'objet d'une révision qui a pour objet d'opérer les changements nécessaires afin de la rendre conforme aux accords.